

Accord collectif

**FONDS D'ASSURANCE FORMATION
DES PROFESSIONS LIBÉRALES
(28 octobre 1992)**

(Etendu par arrêté du 15 décembre 2000,
Journal officiel du 21 décembre 2000)

**AVENANT N° 2 DU 20 OCTOBRE 2011
À L'ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2000 RELATIF À L'OPCA**

NOR : ASET1151456M

Entre :

L'UNAPL,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

I. – MODIFICATIONS DE L'AVENANT N° 1 DU 24 AOÛT 2011

Article 1^{er}

Le 2^e alinéa de l'article 1^{er} est remplacé par la rédaction suivante :

« En raison de la diversité des secteurs professionnels représentés dans le champ d'intervention de l'OPCA PL (voir art. 2 et annexes), les parties signataires demandent à bénéficier d'un agrément en qualité d'OPCA multibranches. »

Article 2

Le dernier alinéa de l'article 3 est supprimé.

Article 3

Les 2^e et 3^e alinéas de l'article 6 sont supprimés.

Au début du 4^e alinéa, le mot : « enfin » est supprimé.

Article 4

*Modification de l'article 7.1 des statuts annexés
à l'avenant du 24 août 2011*

Nouvelle rédaction du premier point :

« Mettre en œuvre les dispositions définies par les partenaires sociaux au travers des accords relatifs à la formation professionnelle tout au long de la vie dans les branches professionnelles relevant du champ de compétence de l'OPCA-PL. »

Au 2^e point, le mot : « interprofessionnelle » est supprimé.

Au 6^e point sont rajoutés, à la fin de l'alinéa, les mots : « relatifs à la formation professionnelle ».

Article 5

*Modification de l'article 7.3 des statuts annexés
à l'avenant du 24 août 2011*

Nouvelle rédaction du premier point :

« Percevoir et gérer les contributions financières des entreprises, dans le respect des accords conclus par chaque branche professionnelle :

- les contributions dues au titre de la professionnalisation et du DIF de l'ensemble des entreprises relevant de son champ de compétences ;
- les contributions dues au titre du plan de formation des entreprises de moins de 10 salariés ;
- les contributions dues au titre du plan de formation des entreprises occupant de 10 à moins de 50 salariés ;
- les contributions dues au titre du plan de formation des entreprises occupant 50 salariés et plus.

Percevoir et gérer les contributions conventionnelles destinées au financement de la formation professionnelle instituées par accord de branche.

Optimiser les fonds disponibles en recherchant les financements complémentaires notamment auprès du FPSP et de l'Union européenne. »

Article 6

*Modification de l'article 7.4 des statuts annexés
à l'avenant du 24 août 2011*

Nouvelle rédaction :

« Prendre en charge et financer selon des priorités et modalités définies par le conseil d'administration :

- les dépenses consenties au titre des contrats et périodes de professionnalisation et du DIF prioritaire transverse ; de la VAE, des bilans de compétences et des actions de formation transverse ;
- des dépenses de fonctionnement des centres de formation des apprentis ;
- des dépenses de fonctionnement des observatoires prospectifs des métiers et qualifications.

Prendre en charge et financer les priorités des CPNEFP des branches professionnelles selon des modalités proposées par chaque section professionnelle et arrêtées par le conseil d'administration dans le respect des agréments au titre du plan de formation :

- des entreprises de moins de 10 salariés ;
- des entreprises de 10 salariés à moins de 50 salariés ;
- des entreprises de 50 salariés et plus. »

Article 7

Modification de l'article 11.2 des statuts annexés à l'avenant du 24 août 2011

Nouvelle rédaction :

Chaque section exerce les missions suivantes :

« Elle propose au conseil d'administration les modalités de financement des actions de formation ;

Elle analyse la situation budgétaire de la section et propose au conseil d'administration d'éventuels aménagements ;

Elle propose les modalités d'application des politiques de formation définies par les CPNEFP et procède à leur évaluation ;

Elle propose les modalités d'application des politiques de formation transverses définies par le conseil d'administration et procède à leur évaluation ;

Elle peut rechercher tout complément de financement auprès d'instances nationales, régionales ou européennes au bénéfice des entreprises de la branche ;

Elle propose les objectifs du service de proximité au bénéfice des entreprises relevant de la section ;

Elle analyse et évalue, dans le champ qu'elle recouvre, la réalisation des actions de formation relevant de la professionnalisation et du DIF et celles relevant des agréments au titre du plan de formation ;

Elle suit la mise en œuvre des projets relevant de la recherche et du développement de l'OPCA-PL réalisés pour le compte des professions représentées dans la section ;

Elle conduit une réflexion sur les politiques incitatives au développement de la formation et à la sécurisation des parcours professionnels ;

Elle propose au conseil d'administration, les modalités de prise en charge des actions de formation relevant du plan prioritaire des branches, en définissant, autant que faire se peut, des règles communes pour l'ensemble des professions relevant de la section. »

Fait à Paris, le 20 octobre 2011.

(Suivent les signatures.)